

## Immigration : Les nouveaux damnés de la terre<sup>1</sup>

***Comme dans bien d'autres domaines, l'Europe peine à définir une politique de l'immigration à la hauteur des défis posés. Les réponses proposées aux pays tiers se singularisent surtout par une conception étroitement sécuritaire de la question. Quant à aborder de front, l'immense problématique du développement... Il y a loin du discours aux faits.***

Les 10 et 11 juillet, les représentants d'une soixantaine de pays africains et européens se sont réunis à Rabat sous l'œil vigilant d'une vingtaine d'organisations et institutions internationales et régionales. L'intitulé de cette conférence ministérielle avouait de l'ambition : il s'agissait de réfléchir au double défi que posent « *la migration et le développement* ». Au moins reconnaissait-il l'urgente nécessité de peser sur les causes pour apprendre à gérer un des phénomènes humains les plus spectaculaires – et souvent dramatiques – de notre époque.

La réunion était en quelque sorte parrainée par l'Espagne, en première ligne face aux flux de Subsahariens en quête de survie, tentés par le grand saut vers l'Europe. On garde en mémoire les images terribles de ces pauvres bougres tentant de prendre d'assaut les barbelés entourant les enclaves de Ceuta et Melilla. On se souvient de leur longue errance, jusqu'au bout du désespoir, parfois mortelle, dans les sables du Sahara. Désormais, Ceuta et Melilla sont entourées d'une triple rangée de fils de fer barbelés. Mais Espagnols et Marocains n'ont fait que déplacer géographiquement le problème. Si entrer en Espagne par le sud ou accoster sur ses côtes est devenu pratiquement impossible, c'est désormais vers les côtés des Canaries, au large du Maroc que se sont tournés les candidats à l'exil. Non sans « succès ». Selon le directeur général de la police espagnole, près de 10 000 clandestins avaient accosté dans l'archipel ibérique entre le 1<sup>er</sup> janvier et la mi-juin 2006. Soit une augmentation de... 600% par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

L'Espagne a donc tenté d'impliquer un maximum des acteurs étatiques concernés pour tenter un travail en commun sur l'immigration illégale. Au plan strictement diplomatique, les participants ont pu dresser un bilan positif de la conférence. Tous les pays invités ont répondu présents. A la notable exception toutefois de l'Algérie, immense pays par où transitent nombre de Subsahariens. Mais s'il fut bien question de tenter de maîtriser les flux migratoires, il a été beaucoup moins question de développement. L'objectif prioritaire des pays de l'Union européenne était d'obtenir des Etats africains le principe d'un rapatriement rapide de leurs nationaux entrés clandestinement en Europe. Une idée acquise en fait de longue date mais qui risque fort de s'avérer pratiquement inopérante. Certains ont donc entrepris d'expérimenter une riposte militarisée à distance. La marine de guerre espagnole, par exemple, patrouille ainsi au large des côtes africaines avec des équipages mixtes hispano-mauritaniens. Ce qui a attiré ce commentaire de l'organisation non gouvernementale MigreEurop : « *L'Europe va gérer les frontières de l'Afrique.* » Pour faire passer cette approche sécuritaire d'un problème dramatiquement humain, il a été – un peu – question de coopération économique à Rabat. Mais pour la forme, aucun financement supplémentaire n'ayant été annoncé par les dirigeants zélés de la « forteresse Europe ».

### « Une ère d'immigration »

Cela au moment même où le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, présentait un rapport sur les bienfaits à long terme de l'immigration, à la fois pour les pays d'accueil et pour les pays d'origine. Et réaffirmait que, de toute manière, « *Nous sommes au milieu d'une nouvelle ère d'immigration et (que) les migrations internationales sont devenues un phénomène mondial* ». Une

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 279 du Journal du Mardi, 2 août 2006.

rencontre de haut niveau sur ce phénomène de masse est prévue lors de l'assemblée générale des Nations unies à la mi-septembre. Le rapport a été publié alors même que les mesures répressives et les tensions sociales liées à l'immigration s'accumulent dans les pays du Nord, essentiellement aux Etats-Unis et dans les pays de l'UE, devant l'accélération de l'immigration clandestine en provenance de pays pauvres.

La trentaine de pays d'Afrique centrale et de l'Ouest présents dans la capitale marocaine ont toutefois donné des gages de bonne volonté. Le texte de la déclaration finale précise ainsi que « la réadmission des migrants en situation irrégulière » fait partie du « *nouveau partenariat* » entre Europe et Afrique et parle de « *renforcement de la capacité de contrôle des frontières* » et de « *coopération opérationnelle policière et judiciaire.* »

### Une longue marche

A la mi-juin, quatorze pays européens avaient déjà défini un plan allant dans ce sens. La création d'un centre de coordination sur l'île de Ténériffe a été décidée. Il est prévu de déployer des navires et des avions le long des côtes du Sénégal et de la Mauritanie. L'opération doit être coordonnée par Frontex, l'agence européenne des frontières, basée à Varsovie, et sera dirigée par l'Espagne. Elle est aussi censée permettre d'identifier et de rapatrier les émigrants qui passeraient à travers les mailles du filet. Avec quelle « efficacité » ? Déjà, d'autres candidats à l'« éden » du Nord ont trouvé une autre ouverture dans la barrière de sécurité européenne en passant par la Turquie. Et où ils vivent une existence sordide et subissent des conditions d'exploitation scandaleuses en attendant de reprendre leur longue marche. « *Coincés à Istanbul, les clandestins ne songent qu'à s'en échapper pour gagner une Union européenne qui presse la Turquie de réagir (...) Chinois, Afghans, Iraniens ou Africains, ils sont des dizaines de milliers à transiter par le sol turc (...) L'Office des migrations internationales avance le chiffre de 300 000 entrées clandestines par an* » rappelait récemment Le Monde<sup>2</sup>.

### Pure hypocrisie ?

Loin du consensus affiché à Rabat, des ONG ont manifesté pour dénoncer « l'hypocrisie » des plaidoyers européens pour le développement comme frein à l'émigration massive. Très éloquemment, une pancarte résumait ainsi une part de la question : « *Immigration choisie = travailleurs jetables = précarité pour tous* ». L'Association marocaine des droits humains a protesté contre « *l'approche sécuritaire des pouvoirs publics européens et africains.* » Un de ses représentants, indigné par la conférence de Rabat, a noté : « *Ils durcissent les lois, ferment les frontières, demandant au Maroc, au Sénégal, à la Mauritanie d'être leurs gendarmes et viennent ici pour parler d'aide au développement, c'est de l'hypocrisie à l'état pur.* » Un manifeste publié par des ONG d'Afrique, d'Europe et d'Amérique exige la « *fin de l'idéologie sécuritaire et répressive qui oriente aujourd'hui les politiques migratoires vers la criminalisation des migrations.* » Pour Fatima Zohra, syndicaliste dans une usine textile, « *l'Europe doit respecter les ressortissants du sud. En France, par exemple, la première génération d'immigrés a contribué à la prospérité, la deuxième l'a renforcée. La troisième est marginalisée et humiliée. Et Nicolas Sarkozy veut maintenant des cerveaux africains choisis en fermant la porte aux autres migrants.* »

Représentant la Belgique à Rabat, le ministre de la Coopération au développement, Armand De Decker, reconnaissait que « *la seule réponse à la question migratoire n'est pas défensive ou sécuritaire.*

---

<sup>2</sup> « Istanbul, nouvelle route des clandestins africains vers l'Europe ». Le Monde du 11 juillet 2006.

*Il n'y aura jamais assez de policiers pour arrêter un tel flux migratoire. La seule vraie réponse est le développement durable. »<sup>3</sup>).*

### **Une forteresse indéfendable**

En attendant les mesures promises et jamais appliquées, ils sont ainsi des milliers dans les ports mauritaniens à attendre leur tour pour tenter l'aventure. Ils ne semblent découragés ni par le prix exigé par les passeurs, ni par le danger. Quant ils embarquent, ils s'entassent à 50, 70 ou plus sur d'incertaines barques de pêche. Certains se noient, nombre d'autres sont interceptés par les gardes-côtes. Ceux qui parviennent à destination vont grossir les rangs des sans-papiers dans l'attente d'une très hypothétique mesure de régularisation (en septembre 2005, le gouvernement socialiste espagnol en a régularisé 600 000).

Depuis 2005 et la mise en application des accords de Schengen (qui suppriment les contrôles aux frontières entre les Etats signataires de l'Union européenne), l'Europe tente de trouver les termes d'une politique commune en matière d'immigration. D'une part, il n'est pas question d'ouvrir toutes grandes les frontières de l'Union (« *Nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde* » avait déjà déclaré, non sans cynisme, un Mitterrand au faîte de sa gloire). D'autre part, se pose une lourde question morale et humanitaire. « *L'union européenne ne peut pas laisser des milliers de personnes démunies errer dans le désert ou mettre leur vie en péril dans des embarcations de fortune sans trahir ses valeurs* » écrivait Le Monde en octobre 2005. Au total, comme Armand De Decker, le commissaire européen en charge du dossier, Franco Frattini, admet qu'il n'est pas possible d'enrayer la fuite des Africains en entourant l'Europe de barbelés : « *Quand des milliers de personnes sont prêtes à mourir pour tenter de se construire un avenir en Europe, cela veut dire que la forteresse est indéfendable.* »

### **Une bombe sociale**

Et pourtant... C'est en vertu de ce constat que l'Union, confrontée au trafic d'êtres humains, est tentée d'utiliser le Maghreb ou l'Europe orientale comme des zones de rétention et multiplie les contrôles et les refoulements. La politique d'asile et d'immigration de l'UE reste pour le moins fragmentaire. Devant les réticences des Etats, la perspective d'une véritable harmonisation des législations reste fort éloignée, même si plusieurs textes ont été adoptés depuis le lancement, en 1999, du « Programme de Tampere », du nom d'une ville de Finlande. Les textes adoptés ne vont guère au-delà de prescriptions minimales concernant, par exemple, le traitement des candidats au droit d'asile ou le contenu du statut de réfugié. Des principes fort généraux ont été fixés à propos du statut des résidents de longue durée, du regroupement familial ou les conditions d'« éloignement » des étrangers en situation irrégulière. Au début de l'année, Franco Frattini a évoqué la perspective d'un « *régime européen complètement harmonisé* » d'ici 2010. Mais presque tout reste à faire.

Il est toutefois une problématique qui provoque les cogitations des gouvernants, c'est celle de l'immigration légale à des fins d'emploi – ce que le français Sarkozy appelle joliment « *l'immigration choisie* ». En 2005, la Commission a publié à ce propos un « Livre vert » sur une « *approche communautaire de la gestion des migrations économiques.* » Approche qui laisse la question des quotas d'immigrants à la seule responsabilité des gouvernements. Mais approche « à la carte », essentiellement favorable à l'économie et aux entreprises européennes en quête de petites mains et de cerveaux, et qui ignore totalement les raisons socio-économiques ou politiques qui poussent l'immense majorité des réfugiés sur les routes de l'exil. Récemment, dans *The Times*, l'envoyé spécial de

---

<sup>3</sup> « La solution : le développement ». Le Soir du 11 juillet 2006.

l'Autriche pour l'Afrique, Georg Lennkh rappelait qu' « *en Afrique, 80% de la jeunesse est au chômage et cela constitue une vraie bombe sociale.* »

### **La quadrature du cercle**

Le « Programme de La Haye », adopté en 2004 pour renforcer celui de Tampere, prétendait déjà encourager la coopération avec les pays tiers pour tenter de limiter les flux migratoires. Mais une proposition de directive adoptée par la Commission en septembre 2005 éclairait la philosophie générale de cette coopération. Il y était évoqué le développement de la politique migratoire de l'UE par des mesures visant à assouplir les conditions d'entrée et de séjour dans l'Union des chercheurs qualifiés. Non sans contradiction, puisque la Commission, évoquant la question du développement, estimait que les migrants et les membres de la diaspora peuvent aider leur pays d'origine grâce à leur compétence et leur expertise – que ce soit en rentrant chez eux à titre permanent ou en partageant leur savoir avec leurs compatriotes dans leur pays d'origine. Comme un leitmotiv, la communication de la Commission insistait sur la nécessité de règles communes en matière d'éloignement, de recours à des mesures coercitives ou de garde temporaire qui, paradoxalement, devraient prendre en compte le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales des intéressés. La quadrature du cercle, apparemment, au vu du sort réservé, en Belgique comme ailleurs, aux sans-papiers ou aux réfugiés détenus dans des centres fermés. Ou des mesures extrêmes décidées par le gouvernement français pour « *accompagner le retour des immigrés en situation d'échec en Europe.* »

### **Une simple main d'oeuvre**

Alors que le nombre de demandes d'asile en Europe n'a cessé de diminuer au cours des dernières années, que, pour leur grande majorité, les réfugiés demeurent dans leur région d'origine dans des conditions de pauvreté extrême, le ton reste à la dramatisation, voire à la manipulation systématique de l'opinion. « *Je n'accepte pas le discours extrémiste des partisans de l'immigration sans limites* » a ainsi répété récemment Nicolas Sarkozy. Mais c'est un peu partout que ce discours fait florès. « *Dans l'Union européenne, la tendance est au durcissement (...) La nouveauté en France, mais aussi – entre autres – aux Pays-Bas est que le durcissement des conditions d'entrée sur le territoire, en tout cas pour les migrants les moins diplômés, va de pair avec des exigences accrues en matière d'intégration (...) dont le non-respect peut entraîner des sanctions (...) Non membre de l'UE, la Suisse, prônant une conception ethnique de la nation, considère les immigrés comme une simple main d'oeuvre.* »<sup>4</sup> Comme l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Irlande ou l'Italie.

Il semble de plus en plus conseillé d'oublier que les migrants sont avant tout des hommes et des femmes qui ont quitté leur pays suite aux guerres, à la misère, au fondamentalisme religieux ou à la faim, poussés par l'espoir d'une vie meilleure.

« *La réunion de Rabat* » notait éloquemment la Confédération de la police espagnole en première ligne sur les îles Canaries « *doit plaider pour un soutien social et économique de la part des pays de l'UE, essentiellement les anciennes puissances coloniales qui ont bénéficié des richesses de la population africaine.* » Et le « manifeste de Rabat », lancé par une centaine d'associations européennes et africaines, a rappelé justement qu'aujourd'hui, « *c'est encore l'Afrique qui finance l'Europe.* » Pour exiger « *le renoncement à l'idéologie répressive et sécuritaire, la refondation des politiques migratoires sur la base de l'égalité des droits.* » De toute évidence, la route est encore longue.

---

<sup>4</sup> « De l'immigration à l'intégration. En Europe, à chacun son modèle ». Le Monde diplomatique de juin 2006.